

NOTES DE RECHERCHE DU CEIM

**Tableau synthèse des positions des parties dans la renégociation
de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)**

Document de travail

Décembre 2017

Ne pas citer

JUSTINE LACHANCE

Sous la direction de Christian Deblock

CEIM-UQAM

lachance.justine.2@courrier.uqam.ca

Note méthodologique

Cinq séances de discussion se sont déroulées depuis l'enclenchement du processus de la renégociation de l'ALENA qui débuta le 16 août dernier à Washington. Les positions des parties, soit le Canada, les États-Unis et le Mexique ont été synthétisées dans le tableau qui suit. Dans un premier temps, les objectifs officiels divulgués par les instances gouvernementales via les documents officiels et des discours ont été répertoriés. Ensuite, les différentes études publiées par les instituts de recherches dans les domaines économique et politique du côté américain, canadien et mexicain ont permis de jauger les discours officiels en cernant les différents enjeux relatifs aux secteurs qui font l'objet de renégociation. Inévitablement, un suivi de l'actualité a été essentiel afin de rester à jour sur le déroulement des négociations et sur les demandes de modification qui évoluent et parfois diffèrent de ce qui était initialement attendu. Finalement, compte tenu de la difficulté actuelle pour les négociateurs de trouver un terrain d'entente et de la menace qui plane toujours du côté des États-Unis de se retirer de l'accord, nous avons pris en considération les récentes analyses de centres de recherche et des institutions financières advenant un éventuel retrait des États-Unis.

	Intérêts offensifs	Intérêts défensifs	Avantages	Inconvénients
Canada	<p>Enjeux précédemment couverts</p> <p><u>Contrats publics</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Garantir un accès non discriminatoire pour les compagnies canadiennes de participer aux appels d'offres pour les contrats aux États-Unis tant au niveau fédéral, des états que municipal Renverser la rhétorique « Buy America » du président Trump <p><u>Investissement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réviser le chapitre 11 régissant le mécanisme des règlements de différends entre les investisseurs et les États en instaurant une cour permanente pour les investisseurs (tel que AECG) Conserver le droit national de réglementer au nom de l'intérêt de la population Rendre le système plus transparent <p><u>Travail</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Incorporer les dispositions relatives au travail au texte de l'accord (actuellement régies par un accord parallèle) Faire pression sur le Mexique pour qu'il hausse le salaire minimum Faciliter le commerce entre les entreprises nord-américaines en harmonisant les législations Améliorer le mouvement transfrontalier des professionnels en 	<p>Enjeux précédemment couverts</p> <p><u>Agriculture - Gestion de l'offre</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Défendre le système canadien de la gestion de l'offre face aux pressions américaines qui souhaitent l'éliminer Bloquer la demande américaine concernant la fin de l'imposition de quotas sur la volaille et les œufs <ul style="list-style-type: none"> Impossible d'entériner une telle demande du côté canadien puisqu'en 2016, la valeur de ces quotas est évaluée à \$35 milliards <p>Nouveaux enjeux</p> <p><u>Circulation des données au-delà des frontières</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Le Canada est particulièrement réticent à ouvrir davantage son marché aux entreprises qui œuvrent dans le secteur des services et de la technologie de l'information, souhaite conserver un regard sur la protection des données <p>Demandes controversées américaines</p> <p><u>Chapitre 19 : Mécanisme de règlements des différends</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Conserver le chapitre 19 qui est particulièrement important en ce qui a trait aux litiges tel que bois d'œuvre résineux (grâce auquel le Canada a obtenu gain de cause à plusieurs reprises) Manque de confiance du côté canadien 	<p>De l'ALENA</p> <ul style="list-style-type: none"> A permis d'améliorer le flux commercial entre les pays partenaires En 2015, la valeur du commerce trilatéral a été évaluée à 1 000 milliards \$US, soit le triple qu'en 1993 Toujours en 2015, les partenaires de l'ALENA représentaient 28% du PIB mondial brut, avec seulement 7% de la population mondiale Favorise un climat des affaires plus stable et prévisible, qui a permis de stimuler l'investissement En 2015 : <ul style="list-style-type: none"> Investissement direct canadien vers les États-Unis se chiffrait à 352,9 milliards \$CAD Investissement direct vers le Mexique enregistré à 14,8 milliards \$CAD (530 millions en 1993) Investissement américain au Canada était de 387,7 milliards \$CAD Entreprises canadiennes gagnantes d'une intégration économique en chaînes de valeur, particulièrement dans le secteur de l'industrie automobile, puisqu'elles peuvent produire plus efficacement et de façon plus compétitive 	<p>De la renégociation de l'ALENA</p> <p><u>Agriculture</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les producteurs agricoles craignent le résultat de la négociation dans la mesure où le Canada a déjà concédé à un assouplissement de son système de la gestion de l'offre dans les récents accords commerciaux : jusqu'à maintenant, aucune concession ne semble avoir été faite du côté canadien Ils reprochent également au gouvernement de ne pas être assez transparent dans la divulgation de ses objectifs et dans le déroulement des négociations <p><u>Commerce électronique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation désirée du seuil <i>de minimis</i> par les États-Unis fait craindre aux entreprises canadiennes de faire face à la compétition des géants américains qui ne sont pas soumis aux mêmes normes, particulièrement en ce qui concerne les salaires et la fiscalité <p><u>Règles d'origine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Inquiétude que les chaînes de valeurs soient modifiées en raison de la rhétorique « Buy America » de Trump, alors qu'elles permettent au marché intégré nord-américain d'être compétitif

élargissant les dispositions du chapitre 16 pour l'entrée temporaire des gens d'affaires

- Acquérir une reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et techniques
- Militer pour l'abolition des syndicats mexicains qui tendent davantage à protéger les intérêts des employeurs que des employés

Environnement

- Incorporer les dispositions dans le texte principal de l'accord qui se trouvent actuellement dans un accord parallèle
- Renforcer les mesures sur l'environnement pour s'assurer qu'aucun pays de l'ALENA n'abaisse ses niveaux de protection afin d'attirer des investisseurs
- Demander l'inclusion d'un chapitre sur les changements climatiques

Nouveaux enjeux

Commerce électronique

- Adapter l'ALENA à la réalité commerciale du 21^e siècle en prenant en compte l'importance grandissante du commerce des services et le commerce électronique comparativement au commerce des biens
- Réglementer afin de mieux contrôler les échanges et les enjeux relatifs à la sécurité

envers les institutions judiciaires américaines pour juger de façon impartiale les conflits portant sur les droits antidumping ou des droits compensatoires imposés aux produits importés en provenance du Canada ou du Mexique

Règles d'origine

- Empêcher l'entrée en vigueur d'une augmentation des composantes américaines dans le secteur de l'industrie automobile pour que le produit bénéficie de l'avantage de circuler librement et sans taxe dans les pays de l'ALENA
- En défaveur de la demande américaine d'inclure une exigence de teneur en valeur régionale pour les composantes et pièces d'automobile tels que l'aluminium, l'acier et le cuivre, puisque ce sont des secteurs importants pour l'économie ontarienne

« Sunset clause »

- Refuser la première demande des Américains d'intégrer une clause de terminaison de l'accord 5 ans après son entrée en vigueur
- Avec le Mexique, propose une contre-proposition que l'accord soit revu tous les 5 ans et non qu'il soit automatiquement expiré, ce qui cadre avec la demande reformulée du côté américain

De la renégociation de l'ALENA

Commerce électronique

- Une augmentation du seuil *de minimis* permettrait aux consommateurs canadiens de jouir de prix moins élevés sur plusieurs produits à provenance des États-Unis

Pour le Québec

- Le libre-échange permet de répondre au défi démographique : après le Japon, le Québec est l'endroit avec la courbe de vieillissement la plus importante. (Viens de pair avec un défi concernant la main d'œuvre)
- En raison de la petite taille du marché (8 millions d'habitants), nécessité d'avoir accès à un vaste marché pour d'importer et d'exporter davantage

De la fin de l'ALENA

- Le Canada pourrait profiter du traité bilatéral avec les États-Unis antérieur à l'ALENA (ALECEU)
- Il pourrait conserver sa relation commerciale avec le Mexique dans les termes d'un ALENA bilatéral et/ou via le récent *Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste* (PTPGP)

- Crainte pour les 140 000 travailleurs qui œuvrent dans le secteur de l'assemblage de voitures et de la fabrication de pièces automobiles qui pourraient être fortement touchés par la modification du pourcentage du contenu régional et américain
- Modifications potentielles des chaînes de valeurs puisque tous les intrants ne peuvent pas provenir de l'Amérique du Nord (composantes électroniques, microconducteurs, etc.)

De la fin de l'ALENA

- Selon le C.D. Howe Institute, pertes économiques qui pourraient atteindre \$15 milliards, soit l'équivalent de 0,55% du PIB brut d'ici 2023
 - 7,2 milliards en ventes perdues dans le secteur des services aux entreprises
 - 4,3 milliards dans les produits chimiques et plastiques
 - 3,7 milliards dans le secteur de la fabrication automobile
- Pertes d'emploi estimées entre 25 000 à 50 000 d'ici 2023
- Baisse des exportations évaluée à 25,830 millions \$US, soit de 6,15% d'ici 2023

	<p><u>Autochtones</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Inclure un chapitre sur les Autochtones (suivant la volonté de réconciliation) • Viserait à faciliter la mobilité des Premières Nations à la frontière Canada/États-Unis • Favoriserait le rayonnement des entreprises autochtones au-delà des frontières canadiennes <p><u>Égalité de genre</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ajouter un chapitre sur l'égalité des sexes <p>→ N'a pas fait l'unanimité lors de la 5^e séance de discussions</p> <p>Pour le Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les entreprises québécoises, éviter tout recul dans l'accès au marché américain • Faciliter la mobilité de la main-d'œuvre entre les pays partenaires • Réduire tout obstacle technique au commerce via la coopération réglementaire • Favoriser la coopération environnementale entre les trois pays pour conserver la compétitivité des entreprises nord-américaines • Accéder au marché public protégé des États-Unis 		<ul style="list-style-type: none"> • Le Canada serait le pays le moins affecté puisque le ¾ des tarifs de la NPF sont de zéro, et que les secteurs protégés comme la gestion de l'offre était exclue du libre marché dans l'ALENA 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des importations en provenance des États-Unis et du Mexique prévue de 7,31%, soit 27,438 millions \$US • Le climat d'incertitude pourrait freiner l'investissement • Une diminution de l'investissement doublée par une baisse des exportations entraînerait un essoufflement de la productivité et générerait une baisse globale des salaires • Les relations commerciales entre les pays tomberaient sous les règles et tarifs de l'OMC <p>→ Des tarifs douaniers pourraient s'appliquer sur 68% des exportations canadiennes vers les États-Unis; de façon générale, ils sont assez faibles, mais les plus importants seraient sur les biens énergétiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des coûts administratifs pourraient s'ajouter aux entreprises suite à l'imposition de nouveaux tarifs <p>Autres</p> <p><u>Possibilité d'une réforme fiscale aux États-Unis</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans l'éventualité où le gouvernement Trump irait de l'avant avec son projet de réforme fiscale, les entreprises canadiennes et québécoises craignent que cela engendre une perte de leur compétitivité ainsi qu'une menace pour les investissements
--	--	--	--	---

États-Unis

- Objectif principal : réduire le déficit commercial avec le Mexique et le Canada

Enjeux précédemment couverts

Biens industriels

- Abolir les barrières tarifaires toujours en vigueur
- Conserver l'accès sans taxe pour les textiles et les vêtements américains (vise surtout le Mexique)
- Améliorer les opportunités concurrentielles pour les textiles et vêtements

Agriculture

- Développer des opportunités de marchés concurrentielles au Canada et au Mexique pour les produits américains
- Obtenir la suppression des obstacles non tarifaires et les autres mesures qui freinent les exportations de produits agricoles américains
- Demander à ce que le système canadien de la gestion de l'offre disparaisse graduellement au cours des 10 prochaines années, en augmentant annuellement la possibilité d'accès aux Américains
- Exiger que le Canada ouvre davantage son marché dans le secteur laitier aux exportations américaines
- Demande la fin de l'imposition de quotas au Canada sur la volaille et les œufs

Mesures antidumping et mesures compensatoires

- Ces mesures s'appliquaient à 1% des exportations canadiennes en 2016, alors qu'elles touchent maintenant 8,8% de celles-ci (particulièrement acier, aluminium, bois d'œuvre résineux et cellules solaires)
- Atteindront 10% lorsque les droits compensatoires de la C-Series de Bombardier seront pris en compte

De l'ALENA

- Les consommateurs américains profitent de plus bas prix pour les biens et services ainsi que d'une plus grande variété de produits
- L'économiste américain Chad P. Brown soutient que l'ALENA a permis la création de nombreux emplois dans le secteur des services et via les différentes chaînes de valeur
- 14 millions d'emplois aux États-Unis dépendraient du commerce avec le Canada et le Mexique
- Les entreprises américaines sont gagnantes, particulièrement dans l'industrie automobile, puisqu'elles peuvent profiter de la chaîne de valeur et ainsi produire plus efficacement et de façon plus compétitive

De la renégociation de l'ALENA

Règles d'origine

- L'intention du côté américain est de réduire le déficit commercial avec ses partenaires et de stimuler la création d'emplois qualifiés et mieux rémunérés dans le secteur manufacturier

Commerce électronique

- Une augmentation du seuil *de minimis* au Canada et au Mexique permettrait aux entreprises américaines de bénéficier de plus grandes parts de marché

- Le *US Trade Representative* accuse l'ALENA d'avoir causé la fermeture de nombreuses manufactures et pour la perte de 700 000 emplois dans le secteur manufacturier en raison de la délocalisation

De la renégociation de l'ALENA

Règles d'origine

- Par la modification du pourcentage de contenu américain dans le secteur automobile, répercussions sur les chaînes de valeur puisque les fabricants canadiens et mexicains pourraient se retourner vers l'Europe ou l'Asie pour obtenir leurs intrants à prix concurrentiels
- Les manufacturiers nord-américains préféreront modifier leurs chaînes de valeur et payer le tarif de 2,5% pour exporter en Amérique du Nord puisque cela serait moins cher que d'acheter les composantes américaines
- Au final, ne stimulerait pas l'industrie américaine, mais diminuerait la demande pour les pièces et véhicules américains, l'investissement et la demande globale pour les exportations. Cela ferait perdre le privilège de la compétitivité de l'Amérique du Nord dans le secteur automobile
- Augmentation des prix dans le secteur automobile pour les consommateurs

- Réduire les importations de sucre raffiné en provenance du Mexique

Mesures sanitaires et phytosanitaires

- Proposer la création d'un mécanisme pour résoudre les barrières injustifiées qui limitent les exportations américaines
- Exiger la création de nouvelles règles pour que les mesures sanitaires et phytosanitaires soient développées de façon transparente et non discriminatoire

Douanes et facilitation du commerce

- Obtenir une meilleure transparence des lois et règlements
- Souhaite l'augmentation du seuil des exemptions de droits et de taxes à la douane pour le passage à la frontière
- Demander au Canada d'élever leur seuil *de minimis* qui est actuellement de 20\$ et au Mexique qui est de 50\$ à un niveau comparable au 800\$ permis du côté américain

Contrats publics

- Exiger un meilleur accès et non discriminatoire pour les entreprises américaines de soumissionner pour les contrats publics au Canada et au Mexique
- Assurer la réciprocité d'accès avec les marchés canadiens et mexicains
- Selon les pourparlers, les États-Unis procéderaient dans la logique du un pour un (ex : une entreprise

Contrats publics

- Obtenir un meilleur accès aux marchés publics canadiens et mexicains tout en protégeant l'accès au marché interne

→ Le 15 novembre dernier, 70 membres du Congrès ont envoyé une lettre à Robert Lighthizer pour le presser de faire marche arrière avec la proposition d'une augmentation du pourcentage de composantes américaines dans le secteur de l'industrie automobile

De la fin de l'ALENA

- Le C.D. Howe Institute prévoit des pertes estimées à 20 milliards d'ici 2023, soit 0,09% du PIB brut
- Entre 35 000 et 50 000 emplois seraient perdus d'ici 2023 dans les secteurs de l'automobile et de l'agriculture (secteurs les plus touchés)
- Baisse des exportations de 10,66% vers les pays de l'ALENA d'ici 2023, soit la plus importante des trois parties (62,095 millions \$US)
- Baisse des importations en provenance du Canada et du Mexique prévue de 7,25% d'ici 2023 (60,501 millions \$US)
- Diminution anticipée des investissements jumelée à la baisse des exportations provoquerait une chute de la productivité et entraînerait une baisse globale des salaires
- Ne permettrait pas aux États-Unis de réduire leur déficit commercial puisqu'ils verraient leurs

canadienne pourra obtenir un contrat si une entreprise américaine en a obtenu un en sol canadien)

- Conserver des programmes d'achats préférentiels nationaux
- Mentionne les exigences « Buy America » qui prévoient une assistance fédérale pour des projets locaux, les services de transport, l'aide alimentaire et le soutien aux producteurs agricoles

Propriété intellectuelle

- Garantir des opportunités d'accès aux marchés équitables, équitables et non discriminatoires pour les États-Unis qui dépendent de la protection de la propriété intellectuelle
- Exiger des standards comparables à ceux prévus par la législation américaine
- Lutter contre la perte d'accès au marché en raison de la reconnaissance par une partie, de spécificités telles que les indications géographiques (cible ici le Canada qui a accordé le plus haut niveau de protection aux 145 indications géographiques proposées par l'Union européenne avec l'AECG)

Travail

- Intégrer les dispositions relatives au travail dans le corps du texte de l'ALENA (au lieu de se trouver dans une entente parallèle)
- Exiger des parties le respect des normes internationales en matière de travail

exportations vers le Canada et le Mexique diminuer, et le coût de leurs importations augmenter, car il retomberait sous les règles de l'OMC (tarifs de la NPF)

- Impact considérable dans le secteur de l'agriculture qui intégré en chaînes de valeur :
 - Perturberait les chaînes de valeur
 - Pourrait causer la fermeture de marchés, ce qui est particulièrement problématique compte tenu de la surproduction mondiale de grains
 - Menace de pertes d'emploi et d'augmentation des prix

- Établir des règles pour éviter que les États parties dérogent des standards internationaux afin de ne pas entraver le commerce ou l'investissement entre les parties

- Militer pour une hausse du salaire minimum au Mexique

Nouveaux enjeux

Réglementation

- Faciliter l'accès aux marchés canadien et mexicain en faisant la promotion d'une meilleure compatibilité réglementaire entre les parties

Télécommunications

- Stimuler la concurrence et obtenir une plus grande facilité d'accès au marché grâce à une réglementation transparente
- Obtenir des engagements sécurisés qui permettent l'accès à un réseau raisonnable pour les fournisseurs de télécommunications en garantissant la possibilité de s'approprier des installations physiques et des ressources limitées

Services financiers

- Permettre un accès non discriminatoire aux marchés canadiens et mexicains pour les entreprises de services financiers américaines
- Empêcher que les deux autres parties imposent des mesures qui restreindraient la circulation des données au-delà des frontières

Commerce numérique et circulation des données au-delà des frontières

- Abaisser les barrières tarifaires du commerce électronique (i.e augmentation du seuil de *minimis*)
- Obtenir un engagement pour qu'aucun droit de douane ne soit imposé sur un produit numérique
- Exiger qu'aucune règle ne restreigne la circulation des données au-delà des frontières
- Abolir l'exigence de la présence physique pour les entreprises de services

Environnement

- Incorporer les dispositions dans le texte principal de l'accord

Demandes controversées

Chapitre 19

- Éliminer le chapitre 19 sur le règlement des différends commerciaux (logique protectionniste qui faciliterait la tâche aux Américains de restreindre les importations en provenance du Canada et du Mexique)

Règles d'origine

- Améliorer et renforcer la règle d'origine pour s'assurer que les bénéfices de l'ALENA s'appliquent aux produits nord-américains
- Volonté de la part de l'administration américaine de stimuler la production en Amérique du Nord, plus

particulièrement leur production nationale dans le secteur de l'industrie automobile

- Spécifiquement, le USTR a demandé d'hausser le pourcentage de la composante nord-américaine dans le secteur de l'industrie automobile à 85% contrairement à 62,5% actuellement en vigueur (qui est déjà le pourcentage le plus élevé de tous les accords commerciaux en vigueur dans le monde)

- De plus, il a exigé que la composante des pièces de tous les camions, automobiles et gros véhicules soit à 50% d'origine américaine

- A demandé l'ajout d'une exigence de teneur en valeur régionale pour les composantes et pièces automobiles tels que l'aluminium, l'acier et le cuivre

- Établir des procédures qui rationalisent la certification et la vérification des règles d'origine et qui promeuvent une forte application

(L'administration Trump désire que ces nouvelles réformes entrent en application dans un délai d'un an)

« Sunset clause »

- Au départ, les États-Unis avaient proposé l'ajout d'une clause qui mettrait fin automatiquement à l'accord cinq ans après son entrée en vigueur si les pays ne le renouvelaient pas

	<ul style="list-style-type: none"> Avec la mise à jour des objectifs du USTR, il semblerait que cette demande ait été assouplie. Les Américains demanderont maintenant l'inclusion d'un mécanisme pour s'assurer que toutes les parties bénéficient des avantages de l'ALENA de façon périodique (période non spécifiée) 			
<p>Mexique</p>	<p>Enjeux précédemment couverts</p> <p><u>Travail</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Élargir les catégories pour l'entrée temporaire des gens d'affaires et promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre Élaborer un programme de développement des compétences pour favoriser les chances des travailleurs mexicains Assurer l'augmentation de la participation des petites et moyennes entreprises mexicaines dans le commerce nord-américain Renforcer la mise en œuvre des engagements nationaux et internationaux du Mexique en matière de travail Exiger que tout nouvel accord signé, particulièrement avec les États-Unis, se traduise par de meilleurs salaires pour les ouvriers mexicains <p><u>Investissement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Conserver le traitement non discriminatoire pour les investisseurs mexicains 	<p>Enjeux précédemment couverts</p> <p><u>Travail</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les États-Unis et le Canada demanderont l'augmentation du salaire minimum et l'amélioration dans les conditions de travail des employés mexicains Il sera exigé pour les entreprises mexicaines qu'elles mettent davantage l'accent sur le droit des travailleurs : le problème de l'immigration est notamment causé par les mauvaises conditions de travail au Mexique. Les États-Unis et le Canada envisagent d'exercer des pénalités qui se refléteront par le levier commercial envers le Mexique dans les cas de non-conformité avec les exigences internationales en matière de travail <p><u>Contrats publics</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Le Mexique a laissé planer qu'il lierait l'ouverture de ses contrats publics à ceux que les entreprises mexicaines réussiraient à avoir aux États-Unis. Normalement, très peu, donc cela mettrait un bâton dans les roues aux Américains qui souhaitent obtenir un meilleur accès unilatéral aux marchés 	<p>De l'ALENA</p> <ul style="list-style-type: none"> Augmenter de six fois le flux de commerce avec les États-Unis (88 milliards \$US en 1993 à 482 milliards \$US en 2016) Augmentation significative des investissements directs étrangers en provenance du Canada et des États-Unis (250 milliards \$US, soit 52% de l'IDE reçu) Opportunité d'investir 16,6 milliards \$US aux États-Unis <p>De la renégociation</p> <p><u>Travail</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Le Mexique accepterait d'élever le salaire minimum dans le secteur manufacturier à condition d'obtenir en retour un accès plus libre au marché américain 	<p>De la renégociation de l'ALENA</p> <ul style="list-style-type: none"> La tension politique du président Trump à l'égard du Mexique place le pays du Sud dans une position défavorable <p><u>Travail</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La demande de hausser le salaire minimum est une atteinte à la souveraineté puisque la politique des salaires est une décision interne <p><u>Règles d'origine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Répercussions sur les chaînes de valeurs dans l'industrie automobile, tous les intrants ne peuvent tous provenir de l'Amérique du Nord (composantes électroniques, microconducteurs, etc.) Le Mexique est le lieu privilégié pour l'assemblage des composantes asiatiques qui sont ensuite revendues en biens manufacturés finis aux États-Unis et au Canada Opposition du côté mexicain compte tenu des lourdes répercussions que de ces exigences auraient sur leurs industries nationales et sur leur volume d'exportations (en 2016, le

	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir un meilleur accès au marché canadien et américain pour les investissements mexicains • Améliorer le climat de confiance pour que le pays reste une destination sûre et attrayante qui garantit un bon flux d'investissement <p><u>Douanes et facilitation du commerce</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Obtenir des procédures douanières plus prévisibles et transparentes • Améliorer les infrastructures douanières <p><u>Propriété intellectuelle</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Obtenir un meilleur équilibre dans la protection de la propriété intellectuelle entre le public et les intérêts des innovateurs <p><u>Environnement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le dialogue et la coopération sur l'environnement <p>Nouveaux enjeux</p> <p><u>Commerce numérique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir le développement du commerce numérique et électronique ainsi que des services financiers numériques <p><u>Télécommunications</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Militer pour une intégration nord-américaine supérieure sur le marché des télécommunications • Bénéficier d'une plus grande concurrence 	<p>de leurs partenaires</p> <p><u>Mesures sanitaires et phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les renforcements exigés dans ce domaine par Lighthizer et son équipe faciliteraient l'imposition de mesures antidumping et des droits compensatoires spécifiquement pour les fruits et légumes frais et les produits horticoles, qui représentent un secteur important de l'économie agricole mexicaine <p><u>Corruption</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les États-Unis mettront de la pression pour que le Mexique élève ses normes de conformité pour lutter contre la corruption <p>Demandes controversées américaines</p> <p><u>Chapitre 19 : le mécanisme de règlements des différends</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Préserver le chapitre 19 • Important en raison de l'agenda protectionniste de Trump et de l'augmentation des droits compensatoires et des mesures antidumping qui sont particulièrement susceptibles de toucher les importations de sucre et de tomates en provenance du Mexique <p><u>Règles d'origine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ne pas accepter la demande américaine de hausser le pourcentage des composantes nord-américaines et américaines dans le secteur de l'industrie automobile 		<p>secteur de l'automobile était le secteur le plus important pour les exportations vers les États-Unis, lesquelles sont estimées à une valeur de 75 milliards \$US)</p> <ul style="list-style-type: none"> • En défaveur de la demande américaine d'inclure une exigence de teneur en valeur régionale pour les composantes et pièces d'automobile que l'aluminium, l'acier et le cuivre, qui sont des secteurs importants pour l'économie mexicaine <p>De la fin de l'ALENA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le C.D. Howe Institute évalue des pertes de 24 milliards par année, soit 1,16% du PIB brut • Pertes d'emplois prévues entre 150 000 et 300 000 d'ici 2023 • Baisse des exportations vers les pays de l'ALENA estimée à 34,107 millions \$US d'ici 2023 (8,37%) • Baisse la plus importante des importations en provenance du Canada et des États-Unis, soit de 14,62%, ce qui équivaut à 41,118 millions \$US • Pays le plus touché par la fin de l'ALENA • L'assemblage dans le secteur de l'industrie automobile est très important pour le Mexique, et il semblerait que l'assemblage de camions légers retournerait en sol américain pour éviter que les
--	--	--	--	---

	<p><u>Énergie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Incorporer des dispositions qui témoignent des réformes entreprises au Mexique dans le secteur de l'énergie en 2013 (qui ont permis d'ouvrir le secteur fortement nationalisé en autorisant dorénavant les investissements privés et étrangers) <p>Enjeux politiques</p> <p><u>Immigration</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Obtenir un engagement de la part des États-Unis de respecter le droit des migrants mexicains • Veiller à ce que tout rapatriement des sans-papiers par les États-Unis se fasse de manière ordonnée, coordonnée et voir au maintien ou l'amélioration des accords actuels en la matière • Travailler conjointement avec le gouvernement américain afin de promouvoir le développement des pays de l'Amérique centrale considérant le nombre important de migrants de cette région qui transitent par le Mexique dans le but de se rendre aux États-Unis • Assurer la libre circulation des envois de fonds mexicains vers les États-Unis en évitant l'imposition de nouvelles difficultés ou dépenses <p><u>Sécurité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Exiger la collaboration de la part du gouvernement américain pour mettre un frein au commerce illégal des armes et d'argent provenant de sources illicites 	<p><u>« Sunset clause »</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Refuser la première demande des Américains d'intégrer une clause de terminaison de l'accord 5 ans après son entrée en vigueur • Avec le Canada, contre-proposition que l'accord soit revu tous les 5 ans et non qu'il soit automatiquement expiré, ce qui cadre avec la demande reformulée du côté américain 		<p>produits soient confrontés à des tarifs de 25%</p> <ul style="list-style-type: none"> • Serait difficile de diversifier ses partenaires économiques si la renégociation échoue puisque 80% des exportations mexicaines vont vers les États-Unis • Pourrait entraîner une chute de la valeur du peso en raison d'une perte de confiance en la devise (à noter qu'une baisse de 6,5% aurait déjà été observée)
--	---	---	--	---

À voir également :

Lachance, Justine et Guy-Philippe Wells. « Le complexe échiquier asiatique ». Sous la dir. de Christian Deblock. *Chronique commerciale américaine - Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation*, vol. 10 no 6, décembre 2017. En ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=109

Références

- Alliance of Automobile Manufacturers. « Modernization of the North American Free Trade Agreement », *Congressional Documents and Publications*, 20 novembre 2017.
- Althaus, Dudley. « Nafta Talks Target Stubbornly Low Mexican Wages ». *Fox Business*, 29 août 2017, Features.
- Bergsten, C. Fred, Gary Clyde Hufbauer et Melina Kolb. « Trump's NAFTA Agenda—Annotated and Explained ». *Peterson Institute for International Economics*, 2017.
- Bouvier-Auclair, Raphaël. « ALENA : les États-Unis veulent imposer leur modèle dans le commerce électronique ». Radio-Canada (Montréal), 31 octobre 2017.
- Brown, Chad P., Caroline Freund et Melina Kolb. « US Trade Representative "Surprised and Disappointed" Statement from Latest NAFTA Talks—Annotated and Explained ». *Peterson Institute for International Economics*. En ligne. 1^{er} novembre 2017. <https://piie.com/blogs/trade-investment-policy-watch/us-trade-representative-surprised-and-disappointed-statement?utm_source=update-newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nafta>.
- Campiglia de Méndez, Laura. « Mexico's Priorities for NAFTA's Renegotiation ». *Wilson Center: Mexico Institute*. En ligne. 28 septembre 2017. <<https://www.wilsoncenter.org/article/infographic-mexicos-priorities-for-naftas-renegotiation>>. Consulté le 11 octobre 2017.
- Canada, Affaires mondiales Canada. *Discours de la ministre des Affaires étrangères sur la modernisation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)*. Ottawa : Affaires mondiales Canada, 14 août 2017.
- Castañeda, Jorge G. et Carlos Heredia. « How to Improve NAFTA ». *Project Syndicate*. En ligne, 26 septembre 2017. <<https://www.project-syndicate.org/commentary/renegotiate-nafta-wages-corruption-human-rights-by-jorge-g-casta-eda-and-carlos-heredia-2017-09>>. Consulté le 14 octobre 2017.
- Cimino-Isaacs, Cathleen et Jeffrey J. Schott. « Updating the North American Free Trade Agreement ». In *A Path Forward for NAFTA* sous la dir. de C. Fred Bergsten et Monica de Bolle, p. 69-90, Washington: Peterson Institute for International Economics, 2017, p. 72.
- Ciuriak, Dan, Lucy Ciuriak, Ali Dadkhah et Jingliang Xiao. « The NAFTA Renegotiation: What is the Walks Away? ». *C.D. Howe Institute*. En ligne. Novembre 2017. <https://www.cdhowe.org/sites/default/files/attachments/research_papers/mixed/Working%20Paper%201128%20web.pdf>.
- Congress of the United States, *NAFTA Letter*. Washington, DC 20 515. 15 novembre 2017. En ligne <<https://www.drivingamericanjobs.com/assets/pdf/NAFTAletter.pdf>>.

- Dattu, Riyaz, Peter Glossop, Sonja Pavic et Nithya Anand. « Canada unveils its top priorities for NAFTA renegotiations ». *OLSER*. En ligne. 15 août 2017. < <https://www.osler.com/en/resources/cross-border/2017/canada-unveils-its-top-priorities-for-nafta-renego> >.
- « Death of NAFTA will cost U.S. agriculture - An open letter to U.S. Secretary of Commerce Wilbur Ross from farm associations and agriculture businesses ». *Manitoba Co-operator*. En ligne. 27 novembre 2017. < <https://www.manitobacooperator.ca/news-opinion/opinion/nafta-death-will-cost-u-s-agriculture/> >.
- Desrosiers, Éric. « La fin de l'ALENA ne serait pas catastrophique, dit une étude ». *Le Devoir* (Montréal), 25 novembre 2017.
- Freund, Caroline. « A US Content Requirement in NAFTA Could Hurt Manufacturing ». *Peterson Institute for International Economics*. En ligne. 14 septembre 2017. < <https://piie.com/blogs/trade-investment-policy-watch/us-content-requirement-nafta-could-hurt-manufacturing> >. Consulté le 22 novembre 2017.
- Freund, Caroline. « Scrapping NAFTA Will Sink the Peso and Expand Trade Deficit ». *Peterson Institute for International Economics*. En ligne. 29 août 2017. < <https://piie.com/blogs/trade-investment-policy-watch/scrapping-nafta-will-sink-peso-and-expand-trade-deficit> >. Consulté le 20 septembre 2017.
- Freund, Caroline. « Toughening NAFTA'S Rules or Origin could backfire ». *Peterson Institute for International Economics*. En ligne. 11 septembre 2017. < <https://piie.com/newsroom/short-videos/toughening-naftas-rules-origin-could-backfire> >. Consulté le 23 novembre 2017.
- Gouvernement du Canada, Affaires mondiales Canada. *L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) - Faits saillants*. Ottawa : Affaires mondiales Canada, 8 juin 2017.
- Hufbauer, Gary Clyde et Euijin Jung. « NAFTA and Energy », In *A Path Forward for NAFTA* sous la dir. de C. Fred Bergsten et Monica de Bolle, p. 91-100, Washington: Peterson Institute for International Economics, 2017.
- Hufbauer, Gary Clyde et Euijin Jung. « NAFTA Renegotiation: US Offensive and Defensive Interests vis-à-vis Canada ». In *A Path Forward for NAFTA* sous la dir. de C. Fred Bergsten et Monica de Bolle, p. 50-68, Washington: Peterson Institute for International Economics, 2017.
- Keynes, Soumaya et Chad P. Bown. « Trade Talks Episode 1: NAFTAomics: The Economics of Three Big Fights ». *Peterson Institute for International Economics*, 1^{er} septembre 2017.
- Lalonde, Paul. « A Closer Look At Round Four Of The NAFTA Negotiations ». *Mondaq*, 3 novembre 2017.

« La renégociation de l'ALENA à l'heure de Donald Trump: enjeux pour le Québec », par Tom Creary, Stéphane Forget et Tiffany Melvin. *Organisée par la Chaire Raoul-Dandurand en collaboration avec AmCham Quebec Chapter* Hôtel Le Westin, Montréal, mercredi le 8 novembre 2017.

La Presse canadienne. « ALENA: le Canada veut un accord "progressiste" ». *Radio-Canada*, 22 septembre 2017, Économie.

La Presse canadienne. « ALENA : le plan canadien sur les normes du travail plaît aux démocrates américains ». *Radio-Canada*, 27 septembre 2017.

Leblond, Patrick. « The US Has Much to Gain in Embracing Freeland's Free-Trade Approach ». *Centre for International Policy Studies*. En ligne. 16 août 2017. <<http://www.cips-cepi.ca/2017/08/16/the-us-has-much-to-gain-in-embracing-freelands-free-trade-approach/>>. Consulté le 25 septembre 2017.

Leonard, Jenny. « MacNaughton: 'Sunset' proposal to face opposition from U.S. businesses before NAFTA partners can weigh in ». *Inside U.S Trade* (Washington D.C), 14 septembre 2017.

Moroz, Sandy. « Understanding the NAFTA rules of origin negotiations ». Dossier spécial d'Options politiques sur la renégociation de l'ALENA, *Options Politiques*. En ligne. (2017), p. 54-57. <<http://irpp.org/wp-content/uploads/2017/08/The-Policy-Options-Special-Dossier-on-the-NAFTA-Talks.pdf>>. Consulté le 27 septembre 2017.

Mufson, Steven. « How Trump is about to make the 'worst deal ever' even worse: The collapse of NAFTA could hurt U.S. businesses more than those in Canada and Mexico ». *The Washington Post* (Washington, DC), 15 octobre 2017.

Office of the United States Trade Representative, *Mexico*. En ligne. <<https://ustr.gov/countries-regions/americas/mexico>> . Consulté le 3 septembre 2017.

Ortiz-Mena, Antonio. « Toward a Positive NAFTA Renegotiation: A Mexican Perspective », In *A Path Forward for NAFTA* sous la dir. de C. Fred Bergsten et Monica de Bolle, p. 24-35, Washington: Peterson Institute for International Economics, 2017.

Ouellet, Richard. Entrevue par Gérard Fillion. « Renégociation de l'ALENA », RDI économie, s.d.

P. Durocher, Benoît. et al., « Canada : et si l'ALENA était aboli ? ». *Études économiques Desjardins*, 15 novembre 2017. En ligne. <<https://www.desjardins.com/ressources/pdf/nf171115-f.pdf>>.

Posen, Adam. «US Talking Tough in Trade Talks », Entrevue par BBC World Service, 16 août 2017. En ligne. <<http://www.bbc.co.uk/programmes/w172vg02nww8hvt>>.

Reuters et la Presse canadienne. « ALENA : les États-Unis veulent plus de pièces d'automobiles fabriquées chez eux ». *Radio-Canada*, 13 octobre 2017.

Sánchez Ramírez, Mariana. « NAFTA: 3 Challenges Mexico Faces in the Renegotiation ». *Wilson Center – Mexico Institute*. En ligne. 11 octobre 2017. < <https://www.wilsoncenter.org/article/infographic-nafta-3-challenges-mexico-faces-the-renegotiation> >.

Sands, Christopher. « Playing Chicken with Canada, Mexico and the North American Auto Industry ». *C.D. Howe Institute*. En ligne. 30 octobre 2017. < <https://www.cdhowe.org/intelligence-memos/christopher-sands-playing-chicken-canada-mexico-and-north-american-auto-industry> >. Consulté le 23 novembre 2017.

Swanson, Ana et Elisabeth Malkin. « Tense Round of Nafta Talks Ends With a Warning Shot by Mexico ». *The New York Times* (Washington), 22 novembre 2017.

United States, Executive Office of the President, Office of the United States Trade Representative. *Summary of Objectives for the NAFTA Renegotiation*. Washington, DC: United States Trade Representative, novembre 2017, 18 p.

United States, Executive Office of the President, Office of the United States Trade Representative. *USTR: Trump Administration Announces Intent to Renegotiate the North American Free Trade Agreement*. Washington, DC: United States Trade Representative, 18 mai 2017.